Document generated on 07/18/2025 9:38 p.m.

Études internationales

Le Tiers-Monde et la sécurité internationale : proposition de recherches

Marion Mushkat

Volume 9, Number 4, 1978

URI: https://id.erudit.org/iderudit/700893ar
DOI: https://doi.org/10.7202/700893ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this note

Mushkat, M. (1978). Le Tiers-Monde et la sécurité internationale : proposition de recherches. *Études internationales*, *9*(4), 539–562. https://doi.org/10.7202/700893ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1978

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

LE TIERS-MONDE ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE : PROPOSITION DE RECHERCHES

Marion MUSHKAT *

De nombreux experts, dernièrement, expriment de plus en plus souvent l'avis que l'approche économique à l'Ouest et à l'Est, caractérisant des efforts en vue de résoudre les problèmes qui s'aggravent sur leurs propres marchés et le marché mondial, à l'aide de desseins d'intégration et d'autres projets principalement économiques, a entièrement échoué [1]. Même les documents de la Communauté européenne traitant de son élargissement [2] et les écrits à ce sujet [3] mettent en évidence les difficultés d'ordre non économique. En même temps, les spécialistes militaires de la Communauté n'hésitent pas à critiquer la sous-estimation des facteurs géographiques, humains et autres – peu dépendants de l'économie – dans les conceptions politiques de sécurité de la Méditerranée et des autres régions de l'espace atlantique [4].

D'une part, l'insuffisance de l'économisme dans le domaine politique se dessine aussi dans les récentes analyses de la détente. Celle-ci est, aujourd'hui, moins conçue comme un moyen absolument certain de réaliser la paix et la guérison de l'économie mondiale que comme un instrument de réalisation d'intérêts provisoires politiques communs des superpuissances et de réduction du danger de leur catastrophique collision [5]. D'autre part, on fait ressortir la réhabilitation de l'utopie et ses mérites, comme mode d'investigation, de prévision ou d'action, dans les relations internationales politiques et économiques. On dit que son usage est fréquemment préférable – surtout quand il s'agit des droits de l'homme et de la lutte pour la transformation de l'économie mondiale – à des interprétations enracinées dans une *realpolitik* où surgissent des tendances d'exploitation et de domination.

Ces interprétations prétendent se réclamer du marxisme ou, à l'inverse, sont présentées comme un mode d'explication de l'impérialisme soviétique. Elles étaient largement appliquées après la Seconde Guerre mondiale. On les trouve dans les analyses de la « guerre froide » et des controverses contemporaines « Est–Ouest » et « Nord–Sud » [6]. Même certains partisans de telles interprétations, surtout à l'égard de

* *Directeur, Institut israélien pour l'étude des Affaires internationales, Tel-Aviv, Israël.*

1. A. SCHUELLER, « The Failure of Economism in Western and Eastern Integration Policy », *Inter-Economics*, nos 9–10, septembre–octobre 1978, pp. 227–235.
2. Voir, par exemple, « The Fresco on Enlargement », présenté au Conseil des ministres de la Communauté, le 20 avril 1978.
3. Ch. KEIMPEL, « Enlargement As A Factor Accelerating the Transformation of the European Community », *La Spettatore Internazionale*, vol. XIII, no 2, 1978, pp. 115–122.
4. G. BUIS, « Forces, armements et sécurité en Méditerranée », *Politique Étrangère*, no 4, 1978, p. 396.
5. C. BELL, *The Diplomacy of Detente*, Londres, M. Robertson, 1977. Voir surtout les cinq premiers chapitres comprenant l'analyse générale de la détente.
6. J. CUSSY, « Les métamorphoses récentes du Discours utopique sur les relations Nord–Sud », *Revue Tiers-Monde* XIX, no 75, juillet–septembre 1978, pp. 601–602, 604, *passim*.

la situation périphérique des pays postcoloniaux, voient aujourd'hui différentes possibilités de surmonter leur misère et leur dépendance économique et politique, et ce, non par des réformes d'ordre économique seulement [7].

Cependant, l'économisme continue d'être la caractéristique dominante de la recherche contemporaine sur la corrélation entre le sous-développement et la sécurité internationale, recherche qui ignore, souvent même, l'incapacité des organismes universels aussi bien que régionaux et continentaux de mettre fin aux disputes territoriales d'ordre non économique [8], les causes qui sont à leur origine et qui prennent de temps en temps la forme de guerres en vue de changer les frontières [9]. Elle néglige aussi l'analyse des situations qui, d'après le leader du Nigeria, le général Obasanjo, « invitent » des interventions étrangères [10].

Le but de cet article est de démontrer l'importance de facteurs autres qu'économiques, surtout de nature interne, résultant de structures sociales, administratives et gouvernementales périmées et nuisibles aux efforts en vue de développement et de coopération pacifique, ou nées de rivalités ethniques et tribales. Ces facteurs forment tous la cause – sans doute principale – des tensions provoquées par le Tiers-Monde et avant tout, en Afrique, des tensions susceptibles d'augmenter les dangers pour la sécurité internationale.

La vérification de cette thèse proposée dans le présent article, qui constitue seulement une modeste contribution à l'exploration du sujet, nous semble avoir des mérites théoriques ainsi que pratiques.

* * *

La fin des années soixante-dix semble annoncer irrévocablement une aggravation de la situation en Afrique australe.

Il ne s'agit plus de la lutte pour l'indépendance de la Rhodésie. Des mutations structurelles deviennent aussi inévitables en Afrique du Sud. Celle-ci ne pourra plus, à défaut de réformes fondamentales, compter longtemps encore sur l'appui, aujourd'hui déjà de plus en plus réservé, de l'Occident [11].

Mais cette question n'est pas la seule qui constitue une menace pour le continent. L'Afrique n'a pas encore entièrement pansé les blessures occasionnées, à un moment ou à un autre, par les rivalités tribales, confessionnelles ou par les interventions extérieures durant les premières années de son indépendance politique : en Égypte – comme résultat d'une politique panarabe, panislamique et même panafricaine et comme conséquence du conflit au Proche-Orient, au Soudan, au Nigeria, au Congo, au Burundi, au Tchad et, dernièrement, en Angola.

---

7. H. Elsenhans, « Der algerische Weg der Ueberwindung von Unterentwicklung », *Die Dritte Welt*, Sonderheft, 1975, pp. 196–232.
8. D. Kappeler, « Territorial Konflikte in Afrika und die Grundsätze der Organisation der Afrikanischen Einheit », *Europa-Archiv* 33, nº 17/10, IX, 78, pp. 561–570.
9. Voir les détails à ce sujet dans I. Brownlie, *African Boundaries : A Legal and Diplomatic Encyclopedia*, The Royal Institute of International Affairs, London, 1979.
10. *Survival* XX, nº 6, novembre–décembre 1978, pp. 268–269.
11. Pour l'analyse de certains aspects de cette question, voir R. W. Johnson, *How Long Will South Africa Survive ?*, McMillan Press Ltd., London, 1977.

Aujourd'hui, l'Afrique est de nouveau bouleversée par des conflits : celui qui oppose l'Algérie et le Polisario (Front de libération nationale du Sahara occidental) au Maroc et à la Mauritanie ; celui qui fermente en Éthiopie et empoisonne ses relations avec la Somalie à cause du différend sur l'avenir de l'Ogaden ; ceux qui continuent d'aggraver les relations entre l'Égypte et la Libye ; ceux qui opposent la Tanzanie, le Kenya et le Soudan à l'Ouganda, le Zaïre à l'Angola, surtout après les scissions au Katanga-Shaba et à Kabindet.

Cette énumération ne prétend pas signaler tous les centres d'agitation qui existent actuellement, ou potentiellement sur ce continent, en plus de celui existant dans la partie australe de l'Afrique. Quelques-uns de ces conflits sont entretenus par les Cubains, comme conséquence, d'une part, des efforts soviétiques pour dominer l'Éthiopie et empêcher la transformation de la mer Rouge en « lac arabe », pas moins hostile au Kremlin qu'à Israël et, d'autre part, pour essayer de contrer l'influence croissante de l'Occident qui accorde de plus en plus d'importance aux problèmes du Tiers-Monde, surtout à ceux de l'Afrique et du Proche-Orient.

Cela a été évoqué dans plusieurs discours du président Carter et a trouvé son expression également au sommet des Neuf de la Communauté européenne. Carter s'est prononcé, peu avant la Conférence de Londres, en faveur d'une « aide spéciale » de 1 milliard de dollars aux pays les plus pauvres, en commençant par l'Afrique [12].

Plusieurs dirigeants du Tiers-Monde considèrent, en tenant compte également des autres décisions de l'Occident en leur faveur, que le dialogue Nord–Sud, suscité par Paris, quoique interrompu, n'est pas entièrement dépourvu de chances d'aboutir, peut-être dans le cadre de l'ONU et dans celui d'autres conférences internationales, ou même dans le cadre de certains contacts bilatéraux [13].

Ces dirigeants comprennent très bien qu'une plus grande aide de la part de l'Ouest ne se fera pas en vue d'avancer le soi-disant socialisme qu'eux-mêmes professent uniquement pour la forme, et même pas pour promouvoir les droits de l'homme et combattre effectivement leur sous-développement. Ils savent que cette aide est avant tout la conséquence de la rivalité politico-économique qui existe entre l'Est et l'Ouest et du désir de chaque bloc de maintenir et d'élargir sa sphère d'influence, de limiter ou même éliminer celle de l'autre.

Malgré, et peut-être à cause de la détente politico-militaire, la concurrence entre les superpuissances augmente dans le Tiers-Monde, concurrence intensifiée par l'existence des richesses naturelles déjà découvertes et celles qui ne sont encore que potentielles, très importantes surtout à l'époque où l'épuisement de différentes matières premières menace. Il ne nous semble quand même pas que, là, réside la cause principale de l'antagonisme Est–Ouest et de la croissance de conflits soi-disant provoqués par les superpuissances dans les pays en voie de développement, antagonisme qui viserait à faciliter la domination et la dépendance de ces pays également au moyen de leur militarisation.

Nous sommes plutôt d'avis que d'autres facteurs que les facteurs économiques font naître la majorité des conflits internationaux en général, et spécialement ceux du Tiers-Monde.

---

12. *Le Monde*, 5, 24 et 25 mai 1977.
13. Comparer avec la déclaration de M. Perez GUERERO, *Le Monde*, 3 mai 1977.

Il apparaît en effet que les confrontations du Tiers-Monde ne sont pas toujours, et certainement pas de nos jours, déterminées par des facteurs économiques ou par des facteurs politiques résultant d'interventions étrangères, en général, et impérialistes, en particulier.

La supposition que le Tiers-Monde et surtout l'Afrique va devenir un baril de poudre qui peut brûler la paix mondiale à cause du passage facile de conflits locaux au conflit planétaire, peut être expliquée, selon nous, plus aisément par les origines et les conséquences de querelles intérieures que par l'influence extérieure.

« La zone des tempêtes » [14], comprenant les trois « A » – Asie, Afrique, Amérique latine – est de prime abord une zone de bouleversements économiques et sociaux. Même quand ils prennent la forme de confrontations armées raciales, nationales ou internationales réalisées avec la participation des facteurs externes et grâce à leur aide financière et militaire, leur origine n'est pas en dehors de ces continents.

On se demande souvent quel est le rôle du sous-développement du Tiers-Monde et surtout du sous-développement de l'Afrique dans la multiplication des conflits locaux. De même, on se demande quel est le rôle du sous-développement dans la menace d'escalade des conflits et sa corrélation avec le problème de la sécurité internationale. En d'autres termes, la question est posée, à savoir dans quelle mesure la sécurité collective économique est une pré-condition de la sécurité politique et militaire.

On ne peut pas essayer de répondre de façon satisfaisante à cette question sans une analyse préalable de ce qu'est le Tiers-Monde : est-il une alliance idéologique, militaire ou politique, une association basée sur des intérêts communs, une union déterminée par une situation socio-économique analogue, opposée en même temps aux autres parties du monde et agissant à l'égard de celles-ci comme un groupe de pression ?

Pour esquisser au moins les grands traits de cet ensemble, il peut également être utile, pour ne pas dire indispensable, de passer en revue l'évolution de la recherche sur la paix et sur le sous-développement ainsi que la pratique internationale relative à cette question.

Inutile de souligner qu'on ne peut pas réexaminer toute la littérature qu'il conviendrait dans le cadre d'un bref article.

Nous nous limitons par conséquent à signaler l'importance d'une telle reconsidération, ne fut-ce qu'à cause de la désactualisation de nombreuses thèses à ce sujet depuis le changement du rôle du Tiers-Monde dans la politique internationale, notamment à la suite de l'enrichissement des pays producteurs de pétrole. Nous nous proposons aussi, après nos observations introductives, de centrer nos considérations sur la militarisation des pays en voie de développement, sur son influence sur les efforts de ceux-ci pour réaliser l'idée de sécurité économique collective et sur les sources spécifiques des conflits qui secouent ces pays, particulièrement en Afrique.

I – LA MILITARISATION DU TIERS-MONDE

D'après les annuaires de 1976 et de 1977 de l'Institut international de la recherche sur la paix à Stockholm (SIPRI), les dépenses militaires à l'échelle mondiale ont

14. Voir E. JOUVE, *Relations internationales du Tiers-Monde,* Berger-Levrault, Paris, 1976, p. 17.

atteint en 1976 la somme de 334 billions de dollars, c'est-à-dire 5,4 billions de plus qu'en 1975 et presque 30 fois la somme consacrée à cet effet en 1900.

Il est très significatif que la part des pays de l'OTAN et de ceux du Pacte de Varsovie dans cette somme soit en baisse, ayant été en 1975 de 78% contre 91% en 1955, et de 70% en 1976 contre 85% en 1957. Cependant, la part du Tiers-Monde dans cette somme croît continuellement (la Chine étant exclue de cette statistique) : 15% en 1976 contre 3,2% en 1955 et à peu près 12% en 1975, ce qui s'explique par le fait que les dépenses pour l'armement, effectuées par les pays du Tiers-Monde, ont augmenté de 40% entre 1973 et 1974 et de 70% entre 1974 et 1975.

Plus de la moitié des livraisons d'armes en 1975 était destinée au Proche-Orient. En 1976, les dépenses militaires ont atteint dans cette région 52% de la valeur du total des armes fournies au Tiers-Monde (la Chine étant exclue de cette statistique également).

En 1976, le nombre des pays importateurs d'armes lourdes était de 95 : 75 parmi eux appartenaient au Tiers-Monde.

Bien que le plus grand danger pour la paix réside dans l'amélioration incessante de la précision des armes nucléaires stratégiques (qui, vers les années quatre-vingts, atteindront l'exactitude de 30 mètres, à une distance de 13 000 kilomètres), un danger d'importance n'en existe pas moins du fait de la militarisation du Tiers-Monde, surtout celle du Proche-Orient, région la plus militarisée aujourd'hui dans le monde.

D'après les données de SIPRI, le PNB *per capita* du Proche-Orient était en 1974 de 845 dollars américains et les dépenses militaires *per capita* à peu près de 135 dollars américains. Presque 16% du total du PNB était utilisé ici à des fins militaires [15]. Les *Arms Trade Records* de SIPRI indiquent qu'à peu près 4 100 avions de combat ont été transférés dans cette région entre les années 1950 et 1975, ceci nonobstant le nombre d'avions militaires d'exercice. Le nombre d'avions de combat opératifs au Proche-Orient était probablement de 2 300 à la fin de 1975, celui des tanks s'élevant à peu près à 10 500. Par comparaison, les forces de l'OTAN en Europe comptaient dans la même période 3 000 avions tactiques et 12 250 tanks de combat.

Il nous faut de plus signaler que les armes transportées au Proche-Orient sont les plus modernes et dépassent probablement en qualité celles de l'OTAN [16].

Le fardeau de la militarisation du Tiers-Monde et surtout des pays du Proche-Orient, en particulier de l'Égypte et d'Israël, est devenu tellement lourd qu'il ruine l'économie nationale et rend impossible un quelconque progrès social.

Les dépenses militaires des pays arabes sont passées de 2,4 billions de dollars en 1973 à 8,3 en 1974 et à 16 en 1975 ; en Israël, de 1,7 billion de dollars en 1973 à 3,6 en 1974 et 3,4 en 1975 [17].

---

15. Voir, pour les détails, « World Armaments and Disarmament », SIPRI Yearbook 1976 et 1977, Stockholm International Peace Research Institute, Alquist and Wiksell Int., Stockholm, 1976 et 1977, *passim*.
16. Pour les détails de cette statistique, voir INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES, *The Military Balance, 1970–71*, London, 1970, et *The Military Balance, 1975–76*, London, 1975.
17. *The Economist*, 28 juin 1975 ; *Newsweek*, 13 octobre 1975 ; *The Israeli Statistical Yearbook*, 1975, p. 177.

En Égypte, le déficit est passé de 516 millions en 1972 à 3 billions en 1975 ; en Israël, il est passé de 100 millions de dollars à 3,7 billions. Le total des dettes extérieures de l'Égypte était en 1975 de 1,1 billion ; celui d'Israël, de 8,2 [18]. Tout cela a évidemment limité la possibilité de recevoir des crédits supplémentaires, de promouvoir des investissements et de permettre un développement réel. Cela a, au contraire, encouragé le chômage, la hausse des prix, l'augmentation de l'inflation et la réduction continuelle des budgets destinés à l'agriculture, à l'éducation, à la culture, à la recherche et à l'industrie.

Ceci est caractéristique d'à peu près tous les pays de la confrontation mais surtout de l'Égypte et d'Israël. La croissance économique de ce dernier pays atteignait avant 1973 entre 8% et 12% par an. Elle est devenue maintenant presque nulle et on ne peut être sûr que la réforme du système financier promulguée au mois de novembre 1977 en Israël changera essentiellement la situation, en tenant compte du fait que différentes tentatives similaires en vue de libéraliser le régime économique égyptien ont déjà été effectuées et sont restées pour le moment sans grand résultat.

Cela est surtout dû à deux facteurs : d'une part, en Égypte comme en Israël, la militarisation s'est poursuivie ; d'autre part, la hausse des prix dans ces deux pays a atteint 40% en 1974, c'est-à-dire que les prix entre 1973 et 1974 ont doublé et qu'ils ne cessent d'augmenter depuis lors [19].

Afin de mettre en relief les effets désastreux de la militarisation sur l'économie nationale des pays du Tiers-Monde et surtout sur celle des pays du Proche-Orient, rappelons les faits suivants : les dépenses militaires et les pertes réelles dans le PNB de cette dernière région, à la suite des guerres de la période 1949–1969, ont dépassé la somme de 55 billions de dollars (cette somme était calculée d'après la valeur du dollar en 1960) ; dans la seule année de 1969, la somme de ces pertes s'est élevée à 8,9 billions, c'est-à-dire qu'elle a dépassé le total des revenus du pétrole de cette région dans la même période.

Les pertes de l'Égypte, cette même année, étaient dix fois plus grandes que ses revenus du canal de Suez en 1966, et les pertes d'Israël, trois fois plus que toutes ses importations de capital, de sources gouvernementales et privées, à la fois [20].

Comment expliquer alors le processus constant de militarisation ? Il est évident qu'il ne peut pas être expliqué exclusivement par des facteurs économiques et par les profits des marchands d'armes, même si l'on tient compte du fait qu'une couche, très étroite d'ailleurs, de gouvernants, de capitalistes et de bureaucrates s'enrichit.

Les représentants de la recherche sur la paix, qui se caractérisent par un dogmatisme extrême, n'hésitent pas en répondant à cette question. Pour D. Senghaas, par exemple, l'origine du mal est la conséquence du capitalisme périphérique [21]. Cependant, même ses proches confrères apportent une restriction à sa thèse, en soulignant qu'il ne s'agit pas seulement d'une intervention externe [22] de la part d'exploiteurs et de

18. *Newsweek*, 13 octobre 1975 et *The Israeli Statistical Monthly*, septembre 1975.
19. *The Israeli Statistical Yearbook*, 1975, pp. 151 et 237.
20. Comparer H. Askari et V. Corbo, « Economic Implications of Military Expenditures in the Middle-Est », *Journal of Peace Research* (JPR) IV, 1974, p. 341.
21. D. Senghaas, « Militarism Dynamics in the Contemporary Context of Periphery Capitalism », *Bulletin of Peace Prospects* (BPP), nº 2, 1977, p. 103.
22. A. Eide, *BPP, op. cit.*, p. 101.

néo-colonialistes et que le rôle des pays occidentaux, la situation de crise économique [23] de ces derniers et leur chasse aux pétro-dollars n'expliquent que partiellement le problème [24].

Encore moins persuasive et, dans certains cas, nettement erronée apparaît la thèse qui voit dans le transfert de la technologie militaire un instrument permettant avant tout de transplanter un système socio-politique dans son ensemble [25].

On peut certes conclure, avec Émile Benoit [26] et avec Gavin Kennedy [27], que certains domaines de l'économie peuvent bénéficier du processus de la militarisation, comme conséquence, par exemple, de la construction de routes, de ports, d'aérodromes et comme suite à la connaissance de la technologie moderne qu'acquièrent les militaires et les ouvriers travaillant pour les besoins de l'armée. Cependant, si l'on tient compte de la statistique précitée, il est évident que la militarisation a, en fin de compte, un résultat négatif, parfois catastrophique, les hypothèses contraires étant élaborées le plus souvent sans prendre en considération le problème dans sa totalité.

À vrai dire, le transfert de la technologie militaire contribue souvent à un renforcement des systèmes locaux, tribaux, patriarco-féodaux, systèmes en dégénérescence, vivant en parasites sur le compte des masses, systèmes répressifs et agressifs qui vient à supprimer toute opposition et qui détournent la colère des masses vers l'extérieur ou qui s'orientent vers des conquêtes territoriales.

Il nous semble que c'est dans ce contexte que l'on peut découvrir une des causes les plus importantes et absolument locales des conflits qui tourmentent le Tiers-Monde et qui alimentent sa soif d'armement. Une autre cause de cette course aux armes pourrait être liée à la conviction qu'il est impossible de promouvoir un nouvel ordre économique international (NOEI) sans égalisation militaire, c'est-à-dire, sans création d'un nouvel ordre militaire international (NOMI) [28]. Il suffit de considérer les trente ans du conflit israélo-arabe, les trois années du conflit algéro-marocain-mauritanien et les deux années du conflit somalo-éthiopien pour incliner vers l'hypothèse que les impérialismes de l'Est et de l'Ouest peuvent aggraver ces conflits, principalement en armant les adversaires, mais ils ne les créent pas, ceux-ci étant déterminés avant tout par des causes entièrement indigènes. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la liste des clients d'armes qui comprend aussi des pays de l'Afrique sub-saharienne ou de l'Amérique latine et qui sont parmi les pays les plus pauvres, qu'il s'agisse d'un désir de se renforcer à l'égard des voisins ou de rejoindre les riches « confrères » dans une tentative commune d'établir une force ayant pour but un nivellement militaire à l'échelle mondiale, nivellement conçu comme indispensable pour mettre fin aux restes de la discrimination et de la dépendance coloniales et à l'inégalité économique. Cependant, cette tentative apparaît, entre-temps, comme un élément aggravant la stagnation, le retard, la misère, les conflits locaux et le danger de l'extension de

23. J. ØBERG, « The New International Economic and Military Orders as Problems, to Peace Research », *BBP*, *op. cit.*, pp. 142–152.
24. P. LOCK et H. WULF, *BBP*, *op. cit.*, p. 127.
25. M. H. KALDOR, *BBP*, *op. cit.*, p. 122.
26. Voir son livre, *Defence and Economics Growth in Developing Countries*, Lexington Books, Mass., 1973.
27. Comme exposé dans son livre, *The Military in the Third World*, Duckworth and Co., London, 1974.
28. J. ØBERG, *op. cit.*, note 13, *passim*.

ces conflits. Elle ne peut pas contribuer à la sécurité économique collective mais seulement aggraver l'insécurité politique des pays en voie de développement et du monde entier.

Ainsi que nous l'avons déjà mentionné auparavant, la majorité des conflits, en général, et du Tiers-Monde, en particulier, ne sont pas d'ordre économique. S'il y a aujourd'hui un conflit entre la Somalie et l'Éthiopie, si l'Égypte a attaqué dernièrement la Libye et si l'Algérie lutte à l'aide des unités du Polisario contre le Maroc et la Mauritanie, cela n'est pas à cause d'une injustice d'ordre économique dans leurs relations.

De même, les questions économiques ont peu de rapport avec la guerre menée par l'Égypte au Yémen.

Elles n'expliquent pas plus le différend égypto-syrien ou syrien-irakien, ou le fait que la Jordanie soit entrée en guerre contre Israël en 1967, bien que cela fût contre son intérêt économique et malgré les avertissements de ce dernier.

Les pays arabes de la confrontation avec Israël ont eu toutes les possibilités de résoudre la question palestinienne et de créer un État palestinien en Cisjordanie occidentale et à Gaza, territoires qu'ils administraient alors. Cependant, ils ont préféré maintenir les Palestiniens dans des camps, encourager leur sentiment d'outrage et de préjudice envers Israël, quoique ce pays, n'étant pas reconnu par eux et n'ayant avec eux aucune relation, ne pouvait jamais devenir un facteur les exploitant économiquement. Les Palestiniens ont d'ailleurs rarement protesté, et très délicatement, contre cette politique.

Il est à noter que la croissance de leur mouvement contestataire date de l'occupation par Israël de ces mêmes territoires qui étaient auparavant administrés par les Jordaniens et les Égyptiens, bien que le niveau de vie des Palestiniens soit maintenant plus élevé que par le passé.

D'une part, il est évident que la dernière initiative égyptienne de normaliser ses relations avec Israël et que les négociations ayant pour but la paix dans toute la région ne sont pas moins déterminées par la pression et les intérêts des États-Unis, le souci de renforcer le régime et de satisfaire les desiderata des masses fatiguées par les guerres inspirées par des motifs panarabes, que par des intérêts économiques au moins immédiats. Au contraire, étant donné le faible appui de l'Arabie saoudite et même son opposition à l'initiative égyptienne, on ne peut exclure l'hypothèse que le président Sadate ait risqué de perdre son principal soutien financier dans le monde arabe en donnant la préférence aux sentiments nationaux de son peuple et à son espoir qu'il pourrait vivre mieux et en sécurité s'il faisait la paix avec Israël. D'autre part, les Israéliens ont décidé de payer la paix par des atouts territoriaux au Sinaï, relativement riches en pétrole, et autres ressources naturelles. Leur présent gouvernement, d'un nationalisme qui se déclare militant, a même proposé l'autonomie en Cisjordanie et à Gaza, ce qui ne peut que mener à un État palestinien. Il a alors donné la préférence à un acquiescement à un patron puissant, passant outre à des intérêts économiques directs et même aux motivations idéologiques traditionnelles de l'élite gouvernant aujourd'hui le pays.

Et en revenant aux problèmes de l'Afrique, il est inutile de souligner que la guerre fratricide en Angola, aggravée par l'intervention cubaine, n'a rien eu de compatible avec le programme envisagé par le système de sécurité économique collective.

La faiblesse et même la faute et les erreurs de cette idée, qui a juste raison lie le problème d'un meilleur monde économique mondial avec le désarmement, réside dans la confusion qu'elle fait des causes et des conséquences ainsi que dans le fait qu'elle place la charrue avant les bœufs.

La supposition que la majorité des conflits internationaux ne sont pas déterminés par des facteurs économiques est d'ailleurs solidement enracinée dans la doctrine représentée par des experts éminents, marxistes et non-marxistes, de nos jours, comme par le passé.

Les événements précités et la pratique des relations internationales la confirment chaque jour de nouveau.. Elle est d'ailleurs vérifiée par les réalités du long conflit historique entre l'Est et l'Ouest, conflit d'ordre idéologique, par excellence politique et non économique.

La sécurité politique ne peut pas naître uniquement d'une sécurité économique collective. La vérité nous semble être tout à fait contraire. C'est la solution des problèmes politiques, c'est le renforcement de la paix, c'est la volonté d'arriver à des compromis et le désir de résoudre tous les conflits actuels par des négociations qui peuvent contribuer à la sécurité économique internationale. De même, c'est surtout l'arrêt de la course aux armes, le désarmement et la fin de la stratégie de dissuasion et celle de la militarisation du Tiers-Monde qui peuvent renforcer l'efficacité des mesures nécessaires pour mettre un terme à l'insécurité économique, aux injustices socio-économiques, nationales, raciales et à toutes les autres et surtout aux malheurs du sous-développement. Nous reviendrons, plus loin, au moins brièvement, sur cette thèse. Pour le moment, nous nous limiterons à constater que l'idée de la sécurité économique collective restera irréalisable tant que le Tiers-Monde qui, théoriquement, devrait être le plus intéressé à sa réalisation, continuera à prendre le parti de ceux qui admettent qu'on peut atteindre cette sécurité économique par une égalisation militaire, par le nouvel ordre militaire international..

II – LES ORIGINES ET LES CONSÉQUENCES DES CONFLITS ARMÉS

De nos jours, ceux qui prônent l'hypothèse de l'exclusivité ou de la prépondérance des facteurs économiques dans les origines des conflits armés et du nivellement militaire en tant qu'instrument de la création d'un nouvel ordre économique mondial plus juste, semblent confondre le plus souvent les causes des guerres avec leurs conséquences économiques désastreuses [29]. Ils ignorent également le fait que malgré l'armement croissant de certains pays du Tiers-Monde – armement rendu possible par les fonds mis à la disposition de cette politique et acquis par la hausse du prix du pétrole – et malgré tous les périls qui peuvent naître de cette tendance, ces pays ne sont pas encore en état d'utiliser librement la technologie militaire moderne. Inutile de souligner qu'à défaut d'une telle capacité, un affrontement armé périlleux à l'échelle mondiale n'est pas possible.

Théoriquement, on peut admettre que les pays industrialisés peuvent – en dépit de tous les risques qu'une telle entreprise comporte à l'ère nucléaire – avoir recours à la force, s'ils estiment que leur économie se trouve face à un danger d'étouffement.

29. Pour les détails, voir : *The Arms Trade with the Third World*, SIPRI, Alquist and Wiksell, Stockholm, 1971, surtout pp. 597–667, et les publications de SIPRI citées dans la note 5.

Il semble peu probable, sinon impossible, que les pays en voie de développement, quelle que soit leur richesse provenant du pétrole ou d'autres matières premières, disposent de nos jours déjà d'une telle option pour débloquer leur stagnation socio-économique ou réaliser d'autres plans. On ne peut d'ailleurs pas ignorer que la motivation, au moins directe de tous les conflits majeurs du passé à nos jours, était et reste par excellence non économique.

En ce qui concerne les opinions opposées d'auteurs qui se proclament marxistes, il est peut-être utile de rappeler que Marx, qui a toujours souligné la prépondérance de l'infrastructure matérielle dans le cours de l'histoire humaine et la primauté des facteurs économiques, n'a jamais ignoré l'importance des autres facteurs.

Engels s'est souvent reproché à lui-même ainsi qu'à Marx de n'avoir pas suffisamment fait pour désavouer ceux qui prétendaient être marxistes mais qui avaient dévié vers un pur économisme, négligeant l'importance des éléments non économiques et non rationnels. Il y a d'innombrables forces s'interpénétrant et s'entrecroisant entre elles, une série infinie de parallélogrammes qui, d'un ordre non économique, donnent jour aux différents événements historiques et à leur interaction, a-t-il toujours enseigné, en soulignant que, sans en tenir compte, on ne peut pas comprendre la réalité [30].

On peut dire la même chose de ceux qui se concentrent sur l'analyse de ces forces, mais nient le rôle des facteurs économiques. On peut critiquer et se moquer, avec un sarcasme à la Engels, de ces deux extrêmes composant plutôt qu'éclaircissant les différents processus sociaux et les origines des conflits à l'intérieur des nations et dans leurs rapports mutuels.

Nous sommes d'avis qu'il est impossible de les approfondir et les maîtriser sans considérer la pluralité de leurs causes.

Nous nous proposons justement de renforcer cette hypothèse, dans un travail ultérieur, en analysant l'origine du sous-développement, ou, autrement dit, en répondant à la question déjà posée plus haut concernant le soi-disant Tiers-Monde, les mutations qu'il a subies, son contenu social et politique ainsi que son rôle dans l'arène internationale, depuis sa formation jusqu'à nos jours.

Nous nous rendons parfaitement compte que la critique de l'économisme dans l'évaluation de l'interdépendance du développement et de la sécurité internationale n'est pas facile, puisque nombreuses sont les autorités internationales qui affirment qu'il s'agit d'une vérité évidente, maintes fois établie presque comme un axiome par des hommes d'État et des hommes de science.

Même des auteurs qui n'émettent pas de doutes quant à la nécessité d'examiner le problème par l'analyse de la pluralité de ses causes, donnent fréquemment l'impression dans leurs écrits que seuls des facteurs tels que la poursuite des marchés d'exportation, des matières premières et de places profitables aux investissements ont été, et restent, à la base non seulement de guerres douanières et autres guerres économiques, boycottages et embargos, mais aussi des autres tensions qui ont mené à la grande majorité des conflits armés [31].

---

30. Voir MARX and ENGELS, *Selected Correspondence*, Foreign Languages Publishing House, Moscou, 1953, pp. 489–500.
31. P. RENOUVIN et J. B. DUROSELLE, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, A. Colin, Paris, 1962, pp. 86, 153, 157 et 168.

Des économistes et politologues, surtout ceux qui s'occupent des relations internationales, ont souligné et continuent à souligner fréquemment l'impact de la puissance économique ou l'absence de cette dernière sur la conduite des gouvernements dans leurs affaires extérieures. L'histoire prouve que des nations puissantes, quel que soit le système de gouvernement en place, se sont souvent servi de leur force pour s'étendre et avoir des profits, si ce n'est par une expansion territoriale, du moins par une influence économique et politique.

On a alors admis qu'en ce qui concerne les États sous-développés et non viables, ils n'ont aucune possibilité matérielle d'atteindre leurs buts par la force. Cependant, dans le cas d'une situation désespérée, ils peuvent être amenés, spécialement dans un contexte de troubles intérieurs, à chercher une amélioration de leur situation par des actes de violence à l'égard de leurs voisins.

Il est difficile de nier qu'il existe souvent une certaine corrélation entre la puissance économique et la stabilité internationale.. C'est pourquoi des participants à certaines réunions et organisations internationales ont prêté une très grande attention à ce problème et à ses divers aspects, liés aux questions démographiques, alimentaires ou écologiques, se rapportant aux termes du commerce, des tarifs, des systèmes monétaires ou financiers mondiaux ou à l'utilisation des ressources naturelles. Tout récemment, ils y ont ajouté une demande portant sur la reconstruction de l'ordre économique international et l'établissement, à sa place, d'un système meilleur et plus juste.

Une vaste documentation existe concernant ce problème et ce n'est pas la première fois que nous nous en occupons personnellement [32]. Nous n'avions donc pas l'intention de corroborer ici nos conclusions antérieures ni d'essayer de résumer ou de compléter ce qui a été fait jusqu'ici dans ce domaine, à l'aide de statistiques nouvelles ou par la construction de nouveaux modèles. Le but de cette étude est, par-dessus tout, de formuler des doutes concernant la justesse de certaines conclusions tirées des conceptions politiques et de la recherche sur les multiples rapports entre le progrès et la sécurité internationale, ainsi que de souligner certains aspects de ce sujet qui nécessitent une recherche supplémentaire et qui, jusqu'à présent, n'ont pas été mis en lumière d'une façon telle que l'on puisse la considérer comme satisfaisante. On ne se contentera pas de répondre aux questions mises en relief plus haut et de reconsidérer de façon critique toutes les doctrines élaborées jusqu'à présent, ni de réévaluer leur cohésion logique et leurs fondements empiriques, mais on tentera, à la lumière de développements nouveaux, de répondre aussi aux questions suivantes :

– Une développement économique lent est-il toujours un facteur de faiblesse politique, d'indifférence, de passivité et d'acceptation de la situation existante, ou bien peut-il aussi devenir, non seulement sous l'effet de pressions intérieures, mais dans une conjecture internationale spécifique, un facteur menaçant la paix dans la région immédiate et créer ainsi une tendance à la violence et à l'agressivité, dépassant le cadre de l'aventurisme local ? Ou bien, peut-il susciter, dans une situation donnée, un mouvement tendant à la coopération ?

32. Voir, par exemple, M. MUSHKAT, « Genèse et avenir du sous-développement », *Études polémologiques*, nº 11, 1974, p. 30 ; M. MUSHKAT, « Bildet die Unterentwicklung der *Dritten Welt* eine Gefahr fur die internazionale Sicherheit ? », *Beitrage zur Konfliktforschung*, nº 2, 1973, et M. MUSHKAT, « Ministatism, Poverty, Richness and International Security », *Coexistence*, vol. 11, nº 2, 1974, p. 104.

– Un développement dynamique et une puissance économique – cette dernière étant en principe presque toujours acquise par l'asservissement des autres – favorisent-ils d'ordinaire l'usage de la force pour permettre à un pays de s'enrichir encore davantage au moyen de l'expansion territoriale et au moyen de l'augmentation de ses privilèges économiques et même pour lui permettre de devenir un facteur décisif dans le monde entier, ou du moins dans une certaine partie du monde ? Ou bien, le développement et cette puissance créent-ils, sous certaines conditions de progrès scientifique, technologique et économique, un intérêt pour une coopération internationale à des fins de profits mutuels, pour tous les composants de la communauté mondiale, en respectant leur indépendance et en changeant le phénomène historique de l'impérialisme occidental ?

– Est-ce que cette dernière tendance ne peut pas se manifester et prévaloir, surtout quand les risques de conflits armés se multiplient et qu'en même temps l'accumulation des richesses par les pays occidentaux est tellement abondante et leur niveau de vie si élevé que, malgré toutes leurs difficultés actuelles relatives à l'inflation et au chômage, ils n'ont plus besoin d'exploiter quelqu'un pour se maintenir et se développer encore plus ?

– Est-ce qu'elle ne paraît donc pas assez fondée, l'hypothèse que l'Occident n'est pas, de nos jours, une « citadelle assiégée » de conservatisme et de privilèges, s'efforçant de les préserver et de les augmenter encore au détriment d'autrui ? L'hypothèse aussi qu'il pourrait reprendre l'initiative, non seulement face au Sud, mais également à l'Est ?

On dit que la réalisation de ce dernier but pourrait être également facilitée par la récupération des thèmes libérateurs qu'il diffusa naguère et qui se sont récemment retournés contre lui [33], d'autant plus qu'il dispose d'une vigueur économique et technologique suffisante et de moyens de dissuasion importants pour se protéger contre toute agression.

Cela ne peut que renforcer la volonté d'utiliser dans la politique mondiale – et même comme partie de *power politics* – l'atout humanitaire, celui des droits de l'homme et celui de l'aide toujours plus efficace pour combattre le sous-développement. Et cette volonté, il semble qu'on peut déjà la discerner dans la déclaration de J. Carter, le 17 mars 1977, aux Nations unies.

Cette déclaration parle, en effet, des efforts effectués pour satisfaire « les besoins humanitaires fondamentaux des pays en voie de développement ». Cette volonté s'est également manifestée non seulement par le changement d'attitude adopté par les pays industrialisés, attitude très tendue encore à la 4e session de la CNUCED tenue à Nairobi au mois de mai 1976, mais également par une nouvelle politique suivie par ceux-ci à l'égard des pays les plus pauvres [34]. La sécurité économique peut profiter aussi de la démystification de l'Est et de la condition qu'on peut mettre pour que le camp socialiste participe aussi à cette œuvre et abandonne l'argumentation selon laquelle il ne doit pas être appelé à la réalisation de cette tâche [35] puisqu'il n'est pas responsable des conséquences du colonialisme.

---

33. Voir Ch. ZORGBIBE, *L'Occident, l'Est et le Sud*, Rapport pour le « Council on Foreign Relations of New York », manuscrit rendu accessible par l'auteur, à paraître en anglais à la maison McGraw Hill.
34. Cité d'après P. DROUIN, *Le Monde*, 7 mai 1977.
35. ZORGBIBE, *loc. cit.*

Aujourd'hui la contribution de l'URSS au développement représente 0,03% de son PNB, alors que celle de certains pays occidentaux s'approche ou dépasse même, à l'égard de quelques-unes de leurs anciennes colonies, 0,7% du PNB, somme décidée pour les décennies du développement par les Nations unies. La différence est, par conséquent, considérable [36].

Le « message » émis par sept pays occidentaux lors du sommet de Londres au mois de mai 1977, invitant les pays du *Comecon* – l'organisation économique des pays socialistes européens – à faire l'indispensable pour accroître le transfert de l'aide et d'autres ressources réelles vers les pays en voie de développement, suivant l'exemple de l'Ouest [37], se place aussi dans la perspective qui vise à démystifier l'Est. La réalisation éventuelle de ce message peut d'abord compliquer les activités de l'Occident lui-même mais, en fin de compte, cela peut faire mûrir des fruits significatifs du point de vue de l'avancement de la sécurité économique collective. Toutefois, on peut se demander : dans quelle mesure un progrès dans la réalisation de ce but est-il suffisant pour contribuer également à une sécurité politique et militaire ?

Il n'est pas facile de répondre à cette question.

De tout ce qui a déjà été dit ici, à ce sujet, on peut plutôt conclure que la doctrine se rapportant d'ordinaire indirectement à ce problème et les conclusions que l'on a tirées de la vie nationale et internationale se contredisent souvent. Il en est ainsi, non seulement à cause de la différence d'interprétation des conclusions, à cause de la divergence des orientations politiques, mais encore à cause de la présentation, le plus souvent subjective, des statistiques et aussi à cause du manque de consistance de leur élaboration. Les différents faits sont d'ailleurs fréquemment présentés de façon dogmatique et méconnaissent les développements récents.

Certains hommes d'État et analystes voient dans la croissance économique et le développement dynamique la meilleure façon de réaliser la paix ; d'autres les considèrent comme une voie vers les luttes civiles et la guerre.. Le premier point de vue est lié aux conclusions des représentants des doctrines classiques, économiques, légales et politiques, tels que Grotius, Vattel, Montesquieu, Kant, Smith, John Stewart Mill et d'autres, qui considèrent l'industrie et le libre-échange comme un instrument renforçant la coopération et la compréhension entre toutes les nations, utiles à tous et bénéfiques à la stabilité et à la sécurité internationales. C'est pourquoi ces auteurs et leurs adhérents condamnent les guerres de conquête et l'asservissement colonial et émettent certaines idées qui étaient caractéristiques de la période du mercantilisme, mais qui n'ont pas perdu de leur valeur à ce jour. Une nouvelle élaboration de ce point de vue est apparue avec le début du processus de décolonisation, quand bien des hommes d'État et des chercheurs de diverses orientations politiques, tels que Pearson McNamara, Indira Gandhi et, dernièrement, J. Carter [38] en vinrent à la conclusion que le fossé entre les nations industrialisées et le Tiers-Monde pourrait mettre en

36. P. DROUIN dans *Le Monde* du 6 mai 1977.
37. *Le Monde*, 10 mai 1977.
38. Voir les opinions de MCNAMARA dans sa publication *The Essence of Security*, London, 1955, et l'opinion de I. GHANDI dans *UN Monthly Chronicle*, vol. V, nº 3, 1960, p. 45. Dans son discours du 13 mai 1977, Carter a dit qu' « un monde pacifique ne peut exister, si un tiers de sa population est riche tandis que les deux tiers sont pauvres », *Le Monde*, 24–25 mai 1977.

danger la sécurité mondiale et que le meilleur moyen de lutter contre ce danger serait de lutter contre le sous-développement et d'augmenter l'aide donnée dans ce sens.

Le second point de vue est lié à certaines conclusions de L. A. Coser et de R. Dahrendorf [39]. Leurs différents adeptes considèrent le développement économique, la puissance qui en résulte et la stratification sociale comme des facteurs de conflit dans les relations intérieures et internationales, capables de susciter des confrontations politiques et économiques et d'amener l'utilisation de la force pour accélérer l'expansion et la suppression des facteurs s'opposant au changement de la situation.

Des conclusions similaires, mais à l'inverse, avaient été formulées par des leaders et penseurs socialistes.

Dans leur forme radicale contemporaine, et présentés par certains chercheurs de l'école scandinave et ouest-allemande de la recherche de la paix, tous les dangers menaçant le développement et la sécurité du Tiers-Monde et, par conséquent, la paix mondiale, sont imputés à une violence dite structurelle résultant de la politique des pays industrialisés de l'Ouest, et au statut périphérique imposé par eux aux pays sous-développés [40].

En conséquence, le sous-développement, surtout en Afrique et en Amérique latine, est conçu par-dessus tout comme le résultat de la domination étrangère et de l'exploitation, tandis que les guerres sont considérées comme un instrument en vue de réaliser ce but. Dans cette façon de considérer les choses, les facteurs indigènes et non économiques du sous-développement ainsi que les conflits intérieurs du Tiers-Monde sont mal compris sinon complètement ignorés. De même sont minimisés de nouveaux développements favorables à la paix, tels l'impossibilité pour les superpuissances d'employer les armes nucléaires (ce qui, en fait, permet une plus grande liberté d'action aux petits et moyens États), l'augmentation de l'interdépendance des nations, les tendances vers la convergence des divers systèmes, le phénomène général de dé-idéologisation qu'accompagne la montée du pragmatisme et, finalement, le renforcement de la coopération entre tous les pays, malgré leurs structures politiques et économiques complètement opposées. L'impact de la crise énergétique et l'apparition de nouveaux riches dans le Tiers-Monde, le rôle grandissant de ce dernier dans la politique mondiale, malgré sa stratification croissante, telle qu'elle se reflète dans la formation du « Quart-Monde », le plus pauvre, tout cela est ignoré. Cependant, certaines caractéristiques de la politique du « Quart-Monde » sont parfaitement négatives en termes de stabilité nationale et internationale, bien qu'elles ajoutent du poids aux pressions communes, à lui et au reste du Tiers-Monde, en vue de changer l'ordre économique existant et de limiter la disparité entre les nations moins développées et les nations industrialisées. Ces aspects négatifs sont déterminés par le fait que les riches partenaires du Tiers-Monde et leurs plus proches alliés sont actuellement accaparés par la course aux armements, course qu'ils financent grâce aux revenus fabuleux que leur procure le pétrole.

---

39. Voir leurs opinions, entre autres, dans L. A. Coser, *The Function of Social Conflict*, London, 1956, et R. Dahrendorf, *Zu einer Theorie des Sozialen Konfliktes, Jahrbuch für Wirtschafts und Geselschafts Politik*, 3 Jahr, Tübingen, 1948, et comparer avec les conclusions de R. W. Tucker dans son livre *The Unequality of Nations*, N.Y. Basic Books, 1977, *passim*.
40. Voir J. Galtung, « Violence, Peace and Peace Research », 6, *JPR*, 1964, pp. 169ss., et Senghaas, *op. cit.*, note 11.

Par conséquent, les pays riches du Tiers-Monde dépendent de plus en plus des marchands d'armes et, réciproquement, ces derniers dépendent de plus en plus des premiers, étant donné que les pétrodollars sont utilisés pour combler les déficits de paiements dus à l'augmentation du prix du pétrole. Résultat : il est possible d'ignorer, de plus en plus, les besoins des pauvres, il y a moins de disponibilités financières en faveur des projets de développement et davantage en faveur des dépenses militaires. Il devient extrêmement difficile de lutter contre le chômage, l'inflation, la famine, le sous-développement et autres maux socio-économiques dans le monde entier. Il n'est pas nécessaire de souligner que ni l'exploitation des « Quart- et Tiers-Mondes », ni les éléments du sous-développement produits par la colonisation ne constituent désormais les causes primordiales de la stagnation présente et de la misère dans la plus grande partie des pays postcoloniaux, mais que ces causes résident plutôt dans la façon dont l'économie est organisée, la société dirigée, les richesses naturelles utilisées – utilisation qui, en fait, augmente les menaces contre la paix mondiale par un nouveau stimulant : la spirale ascendante de la course aux armements.

Tout cela a eu aussi un grave impact sur la détente. La détente est une idée récente et, partant, elle est considérée non pas comme une étape transitoire vers un désarmement effectif et une plus grande sécurité, mais surtout comme un instrument permettant d'éviter un affrontement nucléaire, particulièrement entre les superpuissances. Des États postcoloniaux, spécialement en Afrique noire, mais ailleurs également, la considèrent comme un moyen utile pour limiter et peut-être anéantir le racisme et le colonialisme sans effusion de sang. Ils ne s'en servent que rarement, comme prétexte pour réduire les budgets militaires et limiter leur dépendance par rapport aux marchands d'armes, ce qui leur permettrait de s'occuper uniquement de leurs problèmes de développement. Tout au moins, des négociations continuent en vue d'aboutir à un contrôle et à une réduction des armements, ainsi que pour étudier les possibilités d'un début de désarmement.

Une attention toujours grandissante est également accordée à l'idée qu'il est indispensable de renforcer la coopération économique, culturelle, scientifique et humanitaire entre tous les pays, indépendamment de leurs différents systèmes politiques. Cette sorte de coopération est considérée comme un facteur renforçant les tendances pacifiques.

Depuis la conférence d'Helsinki en 1975, cette conception s'est considérablement répandue du fait que l'on a constaté qu'il s'agit là d'une orientation capitale, permettant d'éviter que la rivalité interblocs ne prenne une forme militaire, voire nucléaire qui, au niveau planétaire, serait désastreuse. À ce propos, on tend actuellement à considérer les résultats de l'analyse de la conférence d'Helsinki, tels qu'ils ont été obtenus à Belgrade en 1977–78, comme négatifs et comme preuves de l'échec de ladite conférence. Cela nous paraît pour le moins exagéré, car tous les participants des conférences d'Helsinki et, partant, de Belgrade, continuent à poursuivre leurs efforts en vue de réaliser les principes définis alors.

Cependant, la continuation de la course aux armements stratégiques, les limites insuffisantes établies par les règlements déjà atteints ou en cours de négociation, se rapportant à ces armements, contribuent sans cesse à accroître le danger d'une scission catastrophique.

Il n'est par conséquent pas facile de s'opposer aux opinions des sceptiques dont le point de départ est, comme chez le philosophe et atomiste allemand C. F. von

Weizäcker, que le perfectionnement continuel et rapide de la technologie militaire mène inévitablement et malgré les règlements, les négociations et la coopération précités, à une guerre nucléaire ruineuse. On ne peut annuler cette hypothèse uniquement par des appels pour renforcer le désarmement [41], en espérant les voir se réaliser un jour.

De plus, ce genre d'espoir risque de se révéler illusoire, du fait de la militarisation ininterrompue du Tiers-Monde, celui de l'Afrique et du Proche-Orient en particulier. Inutile de souligner de nouveau que la course aux armements des pays en voie de développement intervient dans le cadre de la politique concurrentielle des blocs. Évidemment, cette course résulte aussi de la chasse aux pétrodollars ; elle est d'ailleurs en augmentation, quelle que soit sa motivation directe et bien que l'on se rende compte, tant à l'Est qu'à l'Ouest, que sans sa mise sous contrôle il sera un jour presque impossible de la maîtriser et, par conséquent, également très difficile de terminer comme auparavant les conflits locaux et d'éviter leur escalade. Bien au contraire, cette fois-ci, ces conflits locaux peuvent s'élargir plus facilement que par le passé et opposer finalement les superpuissances l'une à l'autre, militairement.

D'autre part, nombreux sont les pays du Tiers-Monde qui, à cause de la rivalité interblocs et ses conséquences à l'ère nucléaire, dépendent moins des États-Unis que n'en dépendent les démocraties occidentales ou sont moins sous la dépendance de l'URSS que les démocraties populaires.

La position de l'Égypte qui a abouti à la guerre d'Octobre, celle d'Israël à l'égard des plans Jarring et Rogers, établis sous l'égide des États-Unis et de l'URSS, les décisions de l'OPEP, les pressions du groupe des « 77 » au sujet du nouvel ordre économique et du nouveau droit des mers, et leur position par rapport à d'autres problèmes en constituent sans nul doute la confirmation.

Si besoin est, une autre preuve de ce que nous avançons au sujet de la plus grande liberté d'action des petits et moyens pays, surtout du Tiers-Monde, nous a été fournie, au mois de novembre 1977 par l'initiative locale de paix au Proche-Orient, et au mois de décembre 1978 par l'opposition d'Israël aux conditions de paix avec l'Égypte.

En profitant des arsenaux remplis des superpuissances, certains pays du Tiers-Monde peuvent se permettre d'agir contrairement aux desseins de leurs « patrons », d'apparaître comme « clients indépendants » et même consciemment, mais plutôt involontairement, sans dominer la dynamique et la dialectique même des événements provoqués par eux, opposer les États-Unis à l'URSS et les amener à une collision catastrophique.

La direction des « exportations de guerres » peut être modifiée de cette façon : au lieu de l'Ouest et de l'Est vers le Sud, du Sud vers un choc fatal Est–Ouest.

Mais cette hypothèse constitue plutôt une supposition à moyen terme qu'à terme immédiat et peut encore être démentie par les faits. Si les guerres, à vrai dire « exportées » par les pays industrialisés avant tout en leur qualité de fournisseurs d'armes et d'agents de prolifération nucléaire, sont devenues aujourd'hui l'un des attributs du statut des pays pauvres [42], il s'agit généralement de conflits locaux,

41. Voir F. BARNABY, « Peace Research : The Whys and the Wherefore », *Nature*, vol. 265, 24 février 1977.
42. J. KI-ZEBRO, dans *Le Monde*, 28 mai 1977.

préjudiciables surtout à ces derniers pays et encore loin d'être immédiatement dangereux pour la paix mondiale.

Les perspectives d'une guerre généralisée continuent à être déterminées avant tout par la confiance si dangereuse des superpuissances dans leur supériorité militaire et/ou dans la force de dissuasion et l'équilibre des forces.

Cette politique multiplie les périls imminents pour l'existence même de l'humanité, malgré les déclarations rassurantes du président américain que son pays œuvrera pour se libérer de l'obsession anticommuniste, malgré les communiqués soviétiques visant à continuer la détente et la coopération et malgré les besoins objectifs favorisant la coexistence pacifique de toutes les nations.

Les deux superpuissances sont d'ailleurs poussées vers cette orientation pacifique par des intérêts communs grandissants, intérêts qui s'appliquent également au Tiers-Monde [43].

Cependant, c'est la stratégie de chacune d'elles, l'une par rapport à l'autre, leur méfiance réciproque, leur politique de dissuasion et la course aux armements, et non la situation dans le Tiers-Monde et ses revendications économiques, qui constituent, pour le moment, le principal point névralgique de la sécurité mondiale.

Certains auteurs restent toujours fidèles à la thèse de l'effacement de l'antagonisme Est–Ouest par le conflit Nord–Sud, comme l'élément essentiel des relations internationales contemporaines [44].

Il est encore à la mode d'affirmer que l'économie est aujourd'hui plus importante que la stratégie, et que les problèmes des matières premières sont plus explosifs que ceux des missiles balistiques [45].

Les pays industrialisés qui, au début de juin 1977, ont interrompu dans la confusion, le dialogue Nord–Sud établi par la Conférence de Paris, ne semblent pas partager cette opinion ; pas plus que l'URSS qui s'oriente aujourd'hui vers un pays aussi pauvre que l'Éthiopie ou que la Chine même qui condamne l'ingérence soviéto-cubaine en Éthiopie et en Angola mais prête son appui à des nations pauvres, opposées à l'URSS, comme le Cambodge.

Les Chinois, prétendant être un facteur essentiel du Tiers-Monde, continuent à souligner que les dangers pour le bonheur, la liberté et la sécurité de notre planète sont déterminés exclusivement par la politique des États-Unis et de l'URSS, par l'impérialisme et le social-impérialisme.

Certains auteurs occidentaux se consacrant surtout à des études de défense nationale sont arrivés, malgré un point de départ tout à fait différent, à des conclusions à vrai dire, semblables. Ils sont parfois d'avis que l'on peut régler tous les conflits du monde à l'amiable si on réussit à éliminer les superpuissances des centres de tension qui ébranlent l'humanité.

---

43. ZORGBIBE, *loc. cit.*
44. M. VIRALLY, « Vers un droit international du développement », *Annuaire français du droit international*, vol. XI, 1965, Éd. du CNRS, pp. 3ss.
45. Cf. Ph. WINDSOR, « The Savior from the Sea », *Foreign Policy*, nº 22, septembre 1976, pp. 71ss.

On peut également admettre que le point de vue chinois est important dans l'analyse des conflits de dimensions planétaires, mais à condition que l'on n'ignore pas complètement les facteurs susceptibles d'affaiblir l'antagonisme Est–Ouest. Ceux-ci augmentent en fait, les chances de maintenir la paix et les perspectives de mutations fondamentales de l'ordre économique mondial ; cela permet même de parler, dans une certaine mesure, d'analogie avec le théorème soviétique émis par N. Krouchtchev et plus tard adapté et développé par l'eurocommunisme, sur la possibilité du passage au socialisme sans révolution violente.

L'extrapolation d'une telle analogie à la scène mondiale semble être justifiée avant tout par la nécessité et par l'intérêt communs pour tous les États, tous les peuples et toutes les classes, d'agir contre le péril nucléaire ainsi que par la volonté et la possibilité qui existaient déjà dans les pays industrialisés, d'éliminer l'origine des tensions avec le Tiers-Monde, voire de satisfaire ses besoins élémentaires et de l'aider à combattre plus effectivement le sous-développement. En outre, la situation de ce dernier et la position du deuxième monde, c'est-à-dire du monde socialiste, à son égard, ses insuffisances économiques et technologiques rendent inévitable une entente avec l'Occident.

Brejnev, soucieux avant tout d'éviter des cataclysmes à la fin de sa carrière politique, fera tout pour renforcer cette tendance et freiner les faucons soviétiques. L'échec d'Allende, provoqué tant par les forces internes de son pays que par une intervention étrangère, ne semble pas exclure des arrangements internationaux qui laisseront à l'écart les questions d'idéologie, de structures sociales et politiques, et de révolution.

Ce que cet échec a mis en relief, c'est qu'il est urgent de mettre fin aux rapports économiques internationaux actuels, insupportables, injustes et surtout complètement inutiles à qui que ce soit.

Les accords partiels, intervenus le 2 juin 1977 à la fin de la Conférence de Paris, sur la coopération économique internationale, les mesures prévoyant d'appliquer les propositions soulevées au cours de ses débats dans d'autres instances appropriées, afin d'arriver à un consensus sur les problèmes non encore résolus, et les renouvellements de négociation au mois de décembre 1977 à l'intérieur de la Commission Brandt [46], prouvent que l'idée de reconstruire le système économique actuel du monde est déjà entrée dans sa phase de réalisation, quoique peut-être à un rythme encore trop lent et d'une manière partielle.

Les thèses de différents auteurs imputant, elles aussi, exclusivement aux superpuissances et surtout à l'Occident la responsabilité de tous les maux et de toutes les émeutes qui bouleversent le Tiers-Monde et, récemment surtout l'Afrique, sont, comme toutes les généralisations, exagérées et parfois même absolument fausses ; elles manquent d'ailleurs de réalisme, puisqu'elles supposent que l'on peut mettre fin à l'impact des superpuissances sur la vie internationale.

Il est difficile d'affirmer aujourd'hui avec certitude que la C.I.A. ait déterminé la prise du pouvoir, il y a quelques années, par les colonels grecs et que ce ne sont pas ces derniers qui aient provoqué cette ingérence américaine en leur faveur. Cependant, on ne peut pas douter aujourd'hui qu'Allende serait toujours en vie et

46. G. HOFFMAN, « Brandt Commission Aims to Break Deadlock », *The German Tribune*, nº 820, I, janvier 1978, p. 6.

au pouvoir s'il s'était contenté de nationaliser l'Anaconda et n'aurait touché au capital national qu'après avoir, au préalable, suffisamment renforcé son gouvernement.

De même, il apparaît que les nationalisations de sociétés étrangères ou multinationales en Afrique, en Arabie saoudite ou dans les autres pays producteurs de pétrole et possesseurs d'importantes réserves de matières premières, n'auraient pu être réalisées avec la même facilité si les capitaux avaient été locaux [47].

Ce point de vue, conforme à celui du secrétaire général du parti communiste chilien, L. Corolan, semble être plus près de la vérité que les positions précitées des auteurs et hommes d'État marxistes, non marxistes et pseudo-marxistes accusant exclutivement la C.I.A. de la chute du régime Allende.

> Les États-Unis, la C.I.A., a dit Corolan, ont déséquilibré la situation. Mais les causes profondes, les causes réelles de notre échec, c'est en nous, c'est dans notre tactique, c'est au cœur du peuple chilien qu'il faut les rechercher... [48]

On en peut dire presque de même de toutes les manifestations du totalitarisme, de la militarisation et des divers troubles qui multiplient l'asservissement des masses du Tiers-Monde, leur exploitation, leur misère et leur stagnation socio-économique en faveur des étroites élites gouvernementales qui prétendent installer leur régime autoritaire pour le bien de leurs peuples, ou qui se servent d'arguments semblables pour d'autres buts.

Il est certainement vrai que le régime Neto, en Angola, a été dès le début sauvé par l'ingérence cubaine, que la junte militaire éthiopienne maintient son pouvoir grâce à l'appui soviétique massif, que le gouvernement zaïrois, comme d'autres gouvernements plus ou moins totalitaires et pas seulement africains, s'est établi et continue d'exister grâce à l'ingérence et à l'aide étrangère de l'Occident. Cependant, il serait absolument erroné d'attribuer exclusivement, ou principalement, aux forces extérieures le secret du succès de ces régimes.

La majorité des conflits qui ont permis l'accession au pouvoir de ces derniers ou qui opposent certains États du Tiers-Monde aux autres, semblent s'être déroulés sans recours à l'intervention étrangère et sont parfois dépourvus de base économique ou d'autre base d'ordre rationnel. Il est cependant évident que tous ces conflits facilitent l'ingérence étrangère et diverses formes de néo-colonialisme ou néo-impérialisme, très souvent de dimensions et d'importances locales.

Il semble que le président Ceausescu a justement tenu compte de ce fait quand il a mis en garde, dans son discours à l'occasion du centenaire de l'indépendance de la Roumanie en mai 1977, les jeunes États africains contre le risque de conflits entre eux, en soulignant que de tels affrontements ne font que servir les intérêts impérialistes et favorisent les ingérences extérieures [49].

Il faut, bien sûr, prendre en considération tous les facteurs possibles pour établir le rapport, non seulement entre les problèmes économiques et la paix, mais aussi pour répondre raisonnablement à ces questions capitales qui attendent toujours d'être analysées avec soin : est-il possible de mettre fin aux antagonismes Nord–Sud dans

47. A. EMMANUEL, « Les sociétés multinationales et le développement inégal », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. XXVIII, nº 4, 1976, p. 840.
48. *Le Nouvel Observateur*, nº 640, 14–20, 1977, p. 75.
49. *Le Monde*, 11 mai 1977.

un proche avenir et d'éviter ainsi une détérioration de l'atmosphère ? Les difficultés rencontrées sont-elles le produit de tendances impérialistes ou sont-elles principalement le résultat du conflit Est–Ouest, rendu plus aigu par la formation d'un nouveau facteur militariste dans le Tiers-Monde, comme conséquence de l'enrichissement de certains pays producteurs de pétrole ? S'il en est ainsi, la détente, à condition qu'elle continue et qu'elle progresse, malgré la stratégie de dissuasion et la course aux armements, aura-t-elle pour résultat un dialogue enfin plus fructueux entre les superpuissances ? Ce dialogue et ses développements objectifs et subjectifs apporteront-ils une solution aussi bien au problème douloureux du sous-développement qu'aux menaces qui pèsent sur l'avenir de l'humanité ?

Il nous semble que les réponses à ces questions seraient plus près de la vérité si on tentait de baser une recherche scientifique sur les hypothèses suivantes :

1. les dangers qui menacent la paix mondiale sont aujourd'hui et resteront encore longtemps, avant tout, fonction de la stratégie des superpuissances – le rôle des autres États, et surtout ceux du Tiers-Monde, étant pour le moment très limité ;

2. les conflits locaux sont à la source, avant tout, le résultat du jeu des forces indigènes ; en même temps, ils facilitent les ingérences extérieures et sont susceptibles de renforcer les tensions entre les superpuissances et menacent de produire un jour une escalade dévastatrice ;

3. le sous-développement est une catégorie économique dont l'impact sur la sécurité internationale n'est pas encore considérable. Les problèmes qu'il crée, s'ils s'orientent vers des solutions plus ou moins satisfaisantes, sont plus dominés par des considérations humanitaires et des rivalités politiques que par des raisons stratégiques. Dans la constellation actuelle, le sous-développement n'expose pas encore la paix mondiale à un danger réel [50].

L'auteur se consacrant avant tout à l'étude du droit international, des relations internationales et à la recherche sur la paix, ne prétend nullement être économiste. Par conséquent, il n'est pas qualifié pour soutenir que ses thèses sont absolument justes, tenant compte du fait qu'il est ici question de problèmes dont les aspects, peut-être les plus importants, sont économiques. Cependant, son but serait atteint s'il arrivait à contribuer à un réexamen sérieux des aspects politico-juridiques et polémologiques de ces questions et à approfondir la thèse sur la pluralité des causes du sous-développement et des conflits internationaux. Cette thèse est tout à fait opposée à celle de l'école ouest-allemande et scandinave de la recherche sur la paix, qui souligne la prépondérance des facteurs économiques et se base sur les doctrines du capitalisme périphérique, de la violence structurelle et de l'impérialisme tel qu'il fut conçu par Lénine au début de notre siècle.

Le fait que l'auteur ait déjà souvent abordé les problèmes de l'Afrique dans ses études antérieures et que ce soit justement ce continent qui soit devenu le point de rencontre du sous-développement, d'affrontements locaux et d'ingérences extérieures, le pousse à suggérer la nécessité d'examiner la problématique exposée ci-dessus avec plus de détails.

---

50. M. MUSHKAT, « Ruekständigkeit, Entwicklungshilfe und Friedensforschung », *Zeitschrift für Politik* 25, nº 2, 1978, pp. 194–216.

III – LE SYSTÈME DE SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE COLLECTIVE

Nous relevons dans la résolution n° 2880 (XXVI) du 21 décembre 1971, de l'Assemblée générale de l'ONU au sujet de la « Mise en œuvre de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale », que

> compte tenu de la relation étroite qui unit le renforcement de la sécurité internationale, le désarmement et le développement, l'Organisation des Nations unies devrait mettre au point *un système de sécurité économique collective.*

Les dispositions des organisations et conférences internationales établissant un lien entre le désarmement et les efforts en vue du maintien de la paix et du bien-être de l'humanité, ne datent pas d'aujourd'hui. Elles sont bien enracinées dans les écrits de toutes les religions et dans presque toutes les utopies depuis l'Antiquité à nos jours.

Elles furent discutées par les Quakers quand ils décidèrent en 1815 de créer leur « société de la paix », puis reprises à la fin du XXe siècle par le « pape politique », Léon XIII. Ces dispositions furent imposées aux débats sur le désarmement durant les années 1895–1899 qui précédèrent la Première conférence de la paix à La Haye ; elles trouvèrent également leur expression dans les travaux qui menèrent à la Déclaration sur le désarmement de la Seconde conférence de la paix à La Haye en 1907, et dans les travaux de la Société des Nations..

De nos jours, de telles propositions sont discutées à l'ONU dans cet esprit et sous-tendent les travaux entrepris par l'ONU relatifs au désarmement conventionnel et nucléaire et aux grands problèmes socio-économiques contemporains en vue d'améliorer et de reconstruire l'ordre économique mondial.

La résolution citée se rapporte directement à ce sujet. Il est inutile de souligner que c'est seulement avec la décolonisation, lorsque la misère de la majorité des États postcoloniaux a été rendue publique et lorsqu'a été dévoilé le fossé grandissant qui se creusait entre eux et les pays industrialisés qui, sous couvert d'aide aux pays en voie de développement, tiraient profit de ces derniers, que les nouveaux aspects du problème ont commencé à se dessiner. Et c'est justement ce fait qui a finalement donné jour au terme « système de sécurité économique collective ».

La note du 19 mars 1973 (Doc. E/5263) du Secrétaire général de l'ONU au sujet de ce système, présentée à la 54e session du Conseil économique et social, constate que l'Assemblée générale a déjà pris auparavant des dispositions établissant un lien entre le désarmement et le développement, dispositions exposées entre autres au cinquième alinéa du Préambule de la stratégie internationale du développement. Cette note a également trait aux rapports existant entre ces deux domaines, déjà soulignés dans le document intitulé « Désarmement et développement » (publication de l'ONU, numéro de vente F. 73.IX.I).

On lit dans cette note que

> selon un processus qui n'est pas sans rapport avec celui qui concerne la sécurité politique, laquelle s'est développée à la suite d'un effort progressif tendant à instaurer d'une manière générale la paix et l'ordre dans le monde pour donner effet à la volonté commune de limiter le recours à la force, la sécurité économique devient une conséquence essentielle de la nécessité de conserver son dynamisme à la coopération économique et sociale, de la faire évoluer de manière rationnelle et dans des conditions d'égalité et de la faire contribuer à la restauration d'un ordre mondial plus satisfaisant ainsi qu'au bien-être individuel...

D'après ce même document, le cadre logique de tout effort d'élaboration à cet égard se trouve être la Charte de l'ONU. La sécurité économique et la sécurité politique sont intimement liées, et l'article 65 confirme que l'existence de ce lien était déjà envisagée par les auteurs de la Charte. La sécurité économique doit, par conséquent, reposer sur les mêmes principes fondamentaux que ceux qui ont orienté les relations multilatérales depuis les origines de l'Organisation.

Nous remarquons, d'après le rapport du Secrétaire général de l'ONU, du 21 juin 1973, sur la deuxième décennie des Nations unies pour le développement (Doc. E/5369), rapport présenté également à la 54e session du Conseil économique et social, que plusieurs délégations se sont déclarées convaincues que la sécurité économique et la sécurité politique étaient étroitement liées. Certaines d'entre elles ont indiqué que la première était le corrolaire de la seconde, que l'une des questions importantes soulevées à propos de la notion de sécurité économique collective réside dans les rapports entre cette sécurité et des questions telles que : a) le désarmement général et complet, b) la réunion de la conférence mondiale pour le désarmement et c) la proposition relative à une Charte des droits et devoirs économiques des États ; que cette notion de sécurité économique collective réalise certains des buts et des principes même de la Charte ; et on peut dire cela non seulement parce que la sécurité économique et la sécurité politique sont indissociablement liées, mais aussi parce que la sécurité économique doit reposer sur les mêmes principes fondamentaux que ceux qui régissent les relations politiques multilatérales. Par conséquent, l'élaboration d'une Charte des droits et devoirs économiques des États pourrait fort bien constituer le cadre fondamental de la mise en œuvre d'un système de sécurité économique collective.

Le rapport du Secrétaire général de l'ONU du 29 mai 1974 (Doc. 5529), présenté à la 57e Session du Conseil économique et social, fait état de quatre objectifs principaux du concept de la sécurité collective, notamment : a) du rôle de la sécurité économique collective en matière d'évaluation préalable, c'est-à-dire par une action dans le domaine de la population, de la science, etc. ; b) de son rôle par une action dans les situations d'urgence ; c) par une action comme facteur des efforts en vue d'une plus grande équité ; d) comme régulateur dont le but est d'harmoniser les politiques nationales.

Ce rapport souligne que la sécurité n'est plus une notion exclusivement militaire ; il ajoute que la crise économique des années trente et les politiques concurrentielles de « paupérisation du voisin », aggravées par elle, ont joué un rôle très important dans la préparation de la Deuxième Guerre mondiale. Il souligne aussi qu'un grand nombre de menaces au bien-être, au statut et à l'autonomie des nations et des individus, qui n'étaient aucunement d'ordre militaire et qui parfois même étaient involontaires, ont été et sont encore plus souvent aujourd'hui des facteurs influençant la sécurité politique, causant des tensions et des conflits.

La Charte sur les droits et les devoirs économiques des États (Résolution 3281/XXIX du 12 décembre 1974) et toutes les décisions ultérieures de nature économique prises par les différents organes de l'ONU ou par ses agences spécialisées, ou bien encore lors de diverses conférences internationales, reflètent d'une façon plus ou moins nette le concept de la sécurité économique collective. De plus, l'Assemblée générale a mis en relief son importance en consacrant, contrairement à sa pratique antérieure, deux sessions extraordinaires, notamment la sixième et la septième, au mois de mai 1974 et en septembre 1975, non pas aux problèmes politiques urgents et aigus,

touchant directement au maintien de la paix, mais au développement [51]. Cela était fait en tenant compte dudit concept et surtout du changement qui est intervenu dans la situation économique mondiale à la suite de la décision de l'OPEP du 16 octobre 1973 relative à la hausse des prix du pétrole.

La notion de sécurité économique collective et plus particulièrement la corrélation entre le développement, la stabilité et la sécurité internationale, est basée aujourd'hui sur des documents très importants mis au point par les organisations et les conférences internationales. Elle trouve également son expression, de manière de plus en plus fréquente, dans les études scientifiques [52] et dans la presse [53].

Nous nous permettons d'émettre des doutes quant à la validité de cette conception, si elle recouvre plus qu'une notion purement socio-économique et humanitaire, par ailleurs très importante et qui influence aussi sans aucun doute les relations internationales.

Nous croyons plutôt que beaucoup de conflits actuels continueront et que de nouveaux pourront surgir, même si les buts assignés par les résolutions mentionnées sont atteints et que se réalise une sécurité économique collective accompagnée d'un nouvel ordre économique mondial beaucoup plus juste, puisque la cause de la majorité des conflits internationaux n'est pas économique.

IV – CONCLUSION

Avant de conclure, il nous faut souligner aussi que la thèse sur les efforts des pays en voie de développement en vue de construire un nouvel ordre mondial militaire comme instrument d'un nouvel ordre économique international est, dans une certaine mesure, une généralisation un peu simpliste. Il est évident que dans ce processus on a besoin de tenir compte de différents degrés de militarisation et de la variété des motivations directes ainsi que des possibilités de pays tel, d'une part, l'Arabie saoudite, l'Iran, la Libye ou l'Égypte et, d'autre part, des États tels les Philippines, la Mauritanie ou même la Thaïlande, la Birmanie, le Mozambique ou l'Angola.

Il nous faut aussi indiquer qu'il existe plusieurs versions pour expliquer le voyage dramatique de Sadate en Israël au mois de novembre 1977 ; l'ouverture de la Conférence du Caire et la réaction positive de la part d'Israël à cette initiative, les perspectives de réussite de cette offensive de paix étant toujours favorables malgré la rupture momentanée, nous l'espérons, des travaux des différentes commissions.

Quoique les causes économiques soient très rarement à l'origine des conflits internationaux, elles semblent être décisives en ce qui concerne les efforts pour mettre fin aux confrontations militaires.

Le récent revirement dans la politique du Proche-Orient est une nouvelle preuve de la justesse de cette thèse.

Il contribue par conséquent à renforcer notre supposition qu'il est complètement erroné de vouloir parvenir à un nouvel ordre économique mondial au moyen d'une

51. Cf. M. SALEM, « Vers un nouvel ordre économique international », *Journal du Droit international*, nº 4, 1975, pp. 753ss.
52. Voir J. S. NYE Jr, « Independence and Interdependence », *Foreign Policy*, nº 22, printemps 1976, p. 143.
53. P. DROUIN, « Quelle sécurité économique mondiale ? », *Le Monde*, 5, 6 et 7 mai 1977.

militarisation croissante. Celle-ci ne peut en fait qu'aggraver la situation socio-économique du Tiers-Monde et approfondir le fossé entre lui et les pays industrialisés. Un système de sécurité économique ne peut naître avant la création d'un système de sécurité politique et militaire et avant la réalisation d'une stratégie en vue de renforcer la paix, ce qui signifie surtout le contrôle et la réduction de la course aux armements et, finalement, un vrai désarmement. Ce dernier, pour se concrétiser, semble être dépendant des progrès accomplis dans la réalisation du système collectif de sécurité politique et militaire, bien que la majorité des adeptes de la théorie du nouvel ordre économique international pensent le contraire en considérant la construction de cet ordre comme condition préalable de la possibilité de renforcer la paix.

Ce sujet nous paraît aussi être digne d'une recherche plus approfondie, dont les résultats peuvent être très importants du point de vue théorique et également pratique.